

L'hypothèse grecque

Sur les luttes, les alternatives et le dégouvernement



FÉVRIER 2015 **REBELLION**

SYRIZA cherche un chemin pour satisfaire, au moins en partie, aux revendications qui l'ont porté au pouvoir et pour desserrer l'étreinte de la dette sur la Grèce. Cette gauche radicale, désormais «de gouvernement», arrive aux affaires en coalition avec les nationalistes de droite de AN.EL et après une victoire électorale certes significative, mais qui fait de la coalition une force majoritaire du point de vue parlementaire mais minoritaire dans la société.

La victoire de SYRIZA est un événement politique, non seulement pour la Grèce, mais pour l'Europe. Il s'agit d'une avancée importante dans la période que nous traversons. Le positionnement politique d'une fraction importante du salariat et du peuple, fût-il à travers le vote et la politique de délégation, n'est pas rien. Il y a un engagement des classes populaires dans ce processus politique. Ne pas sous-estimer cette expression, ne pas la mépriser est nécessaire. Cela n'enlève rien à la fermeté et à la clarté d'une politique qui opte pour l'autonomie populaire. L'action directe de masse, la prééminence du rapport de force sont premières. La question centrale est de viser toujours le déploiement du contre-pouvoir, de la contre-hégémonie, avec à la clef la construction du pouvoir populaire.

Le vote grec pose des questions. Il ouvre une situation dans laquelle les révolutionnaires doivent intervenir pour enrichir la mobilisation, les perspectives, le rapport de force entre politique de délégation et mobilisation directe, à l'intérieur même du mouvement populaire. C'est toute la question de la stratégie et de son déploiement dans l'action qu'il s'agit de trancher.

Quelques atouts pour SYRIZA

SYRIZA bénéficie de deux éléments centraux. Le premier, c'est la prise de position populaire. Que celle-ci se manifeste, dans l'actuelle conjoncture politique, sur le terrain électoral et donc délégatif est un atout pour le gouvernement et le parti victorieux. Mais la situation bougera sans doute dans la période qui s'ouvre. SYRIZA contrôle pour l'heure une partie décisive du mouvement populaire mais le parti sera immédiatement amené à tenter d'en limiter l'action et demain, peut-être, à la brider et à s'y confronter.

Le second élément, c'est la crise systémique du capitalisme européen dans son actuelle configuration. Ce n'est pas la victoire de SYRIZA qui suscite cette crise ou qui la conditionne dans toute son envergure. Mais les élections grecques ont contribué sans doute à précipiter la situation. Elles vont aiguïser les contradictions.

SYRIZA pourra peut-être compter sur un mouvement de solidarité international significatif, si les choses se tendent fortement. La situation grecque peut susciter une contestation frontale contre l'ensemble de la politique austéritaire des bourgeoisies et des institutions européennes. Cette mobilisation possible est loin de constituer un facteur négligeable.

Sans forte lutte, sans contre-pouvoir, sans opposition forte, le capitalisme et les pouvoirs étatiques ou supra-étatiques dégraderont encore la situation des classes populaires, augmentant l'exploitation, déployant l'autoritarisme social et politique. Il n'y a de limite à cette poussée que celle que peut lui opposer la mobilisation de celles et ceux d'en-bas, du salariat et du peuple.

Il y a une véritable crise du modèle de développement et de commandement du capitalisme européen avec ses systèmes de domination politique et d'hégémonie. Il y a là de puissants facteurs internes qui relèvent de la structure et de la dynamique même du système, tel qu'il s'est constitué dans les dernières décennies. Naturellement, cette crise est aussi le résultat d'une résistance profonde et de longue durée. Les cycles de luttes se confrontent au système, à ses stratégies, à ses politiques générales ou ponctuelles. Il y a des combats ouverts, mais aussi une sorte de dissidence de masse qui s'étend, multiplie les grains de sable dans la machinerie générale du système, bloque ici ou là, rebondit et capillarise la résistance dans toute l'institution sociale. Certes, tout dans cette opposition n'est pas porteur de visées émancipatrices. Il suffit de voir le développement des droites conservatrices ou fascisantes partout en Europe, pour en dresser l'amer constat.

C'est parce qu'il y a un mouvement nouveau de la crise systémique que les contradictions montent au sein des bourgeoisies européennes, dégradant la cohérence du bloc dominant, suggérant des changements dans les politiques menées. Nous traiterons plus loin des évolutions feintes et/ou effectives de fractions de la social-démocratie européennes.

Tsipras, Ulysse ou de la ruse

Naturellement, Tsipras tente de profiter de ces contradictions pour conquérir des marges de manœuvre et repositionner la situation de la Grèce. Car il faut donner toute son importance à la situation de souffrance subie depuis des années par la société grecque. Destruction du tissu économique, saccage social, politiques d'usure et situation de protectorat qui brise le spectacle convenu de la

souveraineté nationale, voilà ce qui se passe.

La société grecque a besoin d'améliorations concrètes et rapides. Les gens ont besoin de pouvoir souffler et espérer. Ceci est un élément central car si SYRIZA peut atteindre quelques résultats tangibles, sa position pourrait en être consolidée. Le gouvernement et le parti jouent leur existence et ils le savent.

Le processus en marche ne peut pas être mesuré à l'aune unique d'un certain nombre d'objectifs antisystémiques, anticapitalistes. On doit tenir compte aussi d'avancées possibles dans le desserrement de l'étreinte terrible que subit la société grecque. Et c'est bien ce desserrement qui importe pour les peuples d'Europe, y compris pour des pays qui sont présentés par le discours dominant comme étant dans une situation économique stabilisée, voire favorable.

En fait, partout en Europe, ce qui est à l'ordre du jour c'est un écrasement de la norme salariale, une précarité sociale sans cesse approfondie, une exigence de soumission chaque jour plus fondamentale pour celles et ceux d'en-bas. La dissidence d'avec le système trouve dans la situation grecque un facteur d'encouragement.

Une partie de la bourgeoisie européenne s'interroge sur la possibilité de changer, avec plus ou moins de profondeur, la régulation du système. Cette interrogation traverse toutes les fractions du bloc dominant. C'est la déstabilisation systémique, la difficulté à trouver un souffle long de développement et l'affaiblissement des conditions de l'hégémonie qui poussent à considérer la possibilité d'introduire certaines marges de manœuvre, rompant avec les politiques passées. C'est très peu de choses pour le moment, mais cela pourrait monter... Même si pour l'heure ce qui semble s'affirmer c'est une politique d'arrogance et de provocation de la part, en première ligne, de la BCE. Elle est clairement destinée à en faire rabattre au gouvernement Tsipras et à lui infliger une forte défaite politique.

Substituisme et transformisme

Il a été beaucoup dit que SYRIZA est une social-démocratie de substitution qui a occupé le terrain autrefois dévolu au PASOK. Naturellement, c'est faux ou un peu court. Mais ce qui est vrai c'est que la social-démocratie grecque, comme peu ou prou toutes les social-démocraties européennes, a connu une mutation qualitative. La social-démocratie, devenue majoritairement un social-libéralisme, n'assume plus une fonction de défense des acquis et de conservation des compromis

sociaux, politiques et institutionnels, comme par le passé. Même si cette défense était contradictoire, partielle, et très fortement limitée. Elle devient directement un appareil de gestion capitaliste et étatique, une force de commandement du système qui s'occupe, entre autres choses, de l'encadrement des classes populaires. En ce sens, il ne suffit pas de dire que la social-démocratie se délie de son ancienne base sociale. Elle a changé fondamentalement de fonction et de nature, même si une partie des courants qui la composent tente de résister mollement à cette transformation décisive.

Du coup, il y a bel et bien d'un côté liquidation du réformisme classique et de l'autre, tentative de recomposition d'un réformisme effectif, à gauche de la social-démocratie.

Beaucoup de ministres dans cet espace

C'est cet espace qu'occupe SYRIZA, que tente de prendre Podemos, le Front de Gauche, Die Linke, et tant d'autres groupements. Personne ne sait, au fond, s'il est possible de recomposer à l'échelle européenne un nouveau compromis social, politique et institutionnel, un nouvel imaginaire, de nouvelles configurations de l'hégémonie. Ce réformisme est d'une extrême fragilité. Sa nature étatiste et institutionnelle le pousse vers les appareils de pouvoir. Il cherche à proposer des objectifs et des démarches compatibles avec la reproduction du système. Ces forces sont sans cesse tentées par des alliances avec le social-libéralisme, comme nous le voyons en Thuringe, où Die Linke gouverne avec le SPD et les Verts, en Andalousie jusqu'il y a peu avec Izquierda Unida ou en France avec la politique du PCF.

Or, la Grèce, avec la prime parlementaire à la majorité relative, induit une situation favorable. Les coalitions avec la social-démocratie, les écologistes ou d'autres forces, s'imposeront ailleurs en Europe. Les formations réformistes font de l'accès au gouvernement et de l'intégration aux dispositifs étatiques la clé d'une transformation sociale limitée.

Il y a donc bien tension entre trois éléments :

- La nécessité pour les majorités sociales de sortir de la situation de saccage, d'asservissement et d'exploitation accrus, avec le besoin d'obtenir des changements, y compris dans le cadre d'un compromis «historique» nouveau avec les classes dominantes.

- L'existence de forces politiques, réformistes, qui peuvent se construire, sur la base de cette demande de changement, en la contenant dans une politique de délégation et dans un projet acceptable pour les classes dominantes.
- La possibilité de la construction d'une autonomie populaire, d'une mobilisation de celles et de ceux d'en-bas qui refusent les limites que le système entend lui imposer, y compris celles d'un nouveau compromis « historique », entre bloc dominant et réformisme.

Nouvelle donne, quelles cartes ?

En Grèce, SYRIZA se situe incontestablement à l'avant-garde de cette hypothèse. Cette force politique bénéficie sans aucun doute de la liquidation de fait du social-libéralisme exacerbé que représente le PASOK et du réalignement au sein de SYRIZA de fractions décisives de l'appareil social-démocrate.

Tsipras a besoin d'avancer et de réaliser, partiellement au moins, ses objectifs pour maintenir le mouvement populaire sous contrôle. Il s'agit d'imposer un statut subalterne de la mobilisation, une prééminence du gouvernement et des élites politiques de la gauche au pouvoir.

Cependant, c'est cette obligation historique de résultats, même limités, qui différencie SYRIZA de la social-démocratie classique. Il y a là une rupture qui contraste avec la faiblesse politique et l'opportunisme d'un certain nombre de forces de l'extrême-gauche institutionnelle, prêtes à tous les renoncements pour parvenir au gouvernement, fût-ce aux ordres et à la botte des partis socialistes et des majorités social-libérales.

Rien toutefois ne permet d'indiquer qu'il y ait aujourd'hui une stabilisation possible du système, une solution même partielle de sa crise dans le sens d'un compromis socio-politique nouveau. De nombreux possibles, y compris les pires, sont ouverts. Mais parmi ces possibles qui affleurent, il y a aussi celui porté par le mouvement populaire. Dans ses formes et ses cultures multiples, il cherche une certaine autonomie face à la politique institutionnelle, et au compromis social, donc face aux changements ordonnés et organisés depuis les structures de pouvoir étatique.

Le mouvement s'invente et se réinvente

Le mouvement populaire est pluriel, éclaté, traversé de contradictions importantes. La pratique électorale, l'action politique délégative en constituent un élément important qu'il faut, disons-le clairement, subvertir et dépasser. Mais il est indispensable de comprendre le mouvement populaire dans toute sa richesse, de prendre en compte la multitude de résistances, d'utopies concrètes, de constructions, de dissidences, de réflexions et d'aspirations qui le situent aujourd'hui en antagonisme avec le système. D'ores et déjà, le mouvement populaire esquisse des éléments d'alternative, au-delà et indépendamment des formes, des projets et des démarches que porte le projet de réformisme nouveau. En d'autres termes, par son histoire, par son expérience, par ses revendications, par ses désirs, par ses aspirations et sans doute par ses rêves, le mouvement populaire va au-delà des tentatives de changement limité de l'ordre des choses.

En Grèce, il y a le mouvement gouvernemental et sa stratégie et il y a tout ce qui excède le cadre gouvernemental et étatiste, donc le projet de SYRIZA. Il y a une histoire, une mémoire et un tissu politico-social du mouvement populaire. Des grèves générales aux tentatives autogestionnaires et coopératives, nous avons là un mouvement qui a subi des enlisements mais aussi qui a été et sera porteur de luttes décisives. Il y a un mouvement qui dépasse infiniment l'expression électorale ponctuelle, qui est capable d'inventer et de se réinventer.

Toutefois, la situation grecque est extraordinairement complexe. Les tentatives de dresser, face au saccage social et à la barbarisation, des alternatives en acte sont certes précieuses et indispensables. Mais il faut reconnaître deux ou trois choses qui feront problème partout, bien au-delà de la Grèce. Tout d'abord, il faut rappeler l'extraordinaire capacité de résistance du prolétariat et du peuple grecs. C'est elle qui a obligé les bourgeoisies européennes et la Troïka à reconsidérer l'envergure et la profondeur de leurs projets initiaux. C'est elle qui a réussi à mettre des bornes à la cruauté sociale et au cynisme du bloc dominant. Mais elle n'a pas pu, dans ces cinq dernières années, infliger une défaite ouverte au pouvoir et au système.

Les tentatives autogestionnaires, même coordonnées et fédérées, ne suffisent pas. Le mouvement des luttes doit prendre en compte la totalité des revendications, la déclinaison entière des demandes et des aspirations de celles et ceux d'en-bas, y compris les demandes d'amélioration immédiate, de changements limités et de transformations plus générales. C'est la condition incontournable pour se redé-

ployer et avancer. En d'autres termes, le mouvement populaire a besoin de se confronter à la politique gouvernementale et aux mesures qu'elle va adopter. Il doit conquérir son indépendance de conception et d'action, d'organisation et de stratégie face au pouvoir politique. Cela signifie qu'il doit être capable d'exercer une pression permanente, de revendiquer mais aussi de proposer.

Il peut y avoir des convergences ponctuelles entre l'action du gouvernement et le mouvement populaire, mais celui-ci ne peut, sous peine de dessèchement, voire de liquidation, perdre son indépendance pour déterminer ses objectifs et décider de ses formes d'action et d'organisation.

À distance de l'État, au cœur des luttes

Cette question est la question-clé qui permet de déterminer ce qu'est une politique effective révolutionnaire ou de transformation sociale et ce qui ne l'est pas. Contrairement à ce que l'on nous explique ici ou là, il ne s'agit pas pour le mouvement populaire d'accompagner, de faire pression, voire de suppléer au gouvernement. Ces formulations sont ambiguës et couvrent de fait la conception d'une centralité de la politique institutionnelle contre la politique populaire.

Le mouvement populaire doit, en Grèce comme ailleurs, se construire à distance de l'État et dans l'élan de ses luttes. Ses propositions, ses conceptions, ses modes d'action doivent être portés par la construction systématique d'une puissance propre, d'une autodétermination totale. C'est cela précisément la politique de libération, la politique d'action directe de masse. Il ne s'agit pas de suppléer au gouvernement, mais de construire le pouvoir populaire qui est, dans sa conception, dans sa pratique, dans ses aspirations, fondamentalement différent de la logique de gouvernement et du fétichisme étatiste.

Pour cela, comme nous l'avons dit, le mouvement en Grèce dispose déjà d'un riche trésor d'expériences, d'éléments d'organisation, de pensée et d'aspirations. Il s'agit en gros de fédérer les éléments d'auto-organisation, l'arme de la grève et de la manifestation avec la construction ici et maintenant de tout ce qu'on peut d'autogestion. Et ceci pour avancer.

Clairement, il faut assumer les convergences possibles, prévisibles avec l'action gouvernementale et le courant d'opinion lié à SYRIZA, mais en même temps il faut assurer la confrontation avec la politique institutionnelle, dans sa démarche et dans ses limites. Si tout cela est, naturellement, urgent en Grèce, cela est in-

contournable dans toute l'Europe. Notamment là où le nouveau réformisme tente à la fois de prendre la tête de la résistance populaire et de la ramener à la compatibilité avec le système.

Il y a une tentative capitaliste, étatique et supra-étatique, de construire un pouvoir illimité du bloc dominant. Contre cette tentative se dresse un mouvement qui veut changer fondamentalement la société. Des aspirations, autrement plus radicales qu'un compromis historique nouveau, tentent de s'ouvrir un chemin. Cela, nous le voyons tout au long des luttes qui émergent et se diffusent partout sur le continent. Naturellement, elles sont éparpillées, divisées, et donc de ce fait stratégiquement faibles souvent. Mais elles contiennent tous les éléments qui, fédérés, peuvent permettre de construire un projet nouveau de transformation sociale et de réussir des convergences de plus en plus fortes des organisations et des pratiques de lutte.

Entre l'urne et le front, choisissons de faire front

Le front anticapitaliste est sans doute la forme la plus élémentaire de ce mouvement vers l'avant. Il est indispensable d'arriver à construire des alliances de toutes les forces qui, d'une manière ou d'une autre, portent des besoins, des aspirations et des revendications populaires. Dans toutes les situations, à quelque niveau que ce soit. Pour aller en ce sens, et c'est aussi le cas en Grèce, il faut prendre en compte l'évolution possible de certains courants militants. Il y a des collectifs et des agrégations qui s'éloignent progressivement ou qui rompent plus franchement avec les conceptions délégationnistes et autoritaires. Ce repositionnement radical ne s'opérera pas de manière linéaire, ni simplement cumulative. Il demande que la gauche libertaire et autogestionnaire, dans son sens le plus large, soit capable de maintenir systématiquement la bataille et le débat politique d'un côté, la recherche de convergences, d'avancées, et d'unité de l'autre. Mais surtout, il ne s'agit pas de s'adresser simplement à celles et ceux qui sont déjà politiquement organisé-e-s de manière formelle mais bien de chercher l'échange et l'unité d'action avec toutes celles et tous ceux qui luttent, qui construisent le tissu social populaire, qui bâtissent de la communauté, de l'organisation, de l'émancipation.

En particulier, il faut insister sur l'importance du syndicalisme de base et alternatif ainsi que sur les courants de syndicalisme de classe indépendants des appareils bureaucratiques qui sont présents partout en Europe. Le syndicalisme de base et de classe est bel et bien porteur d'une pratique et d'une conception de la

politique. Nous le disons clairement, il n'y a pas de hiérarchie ou de privilège de quelque forme d'organisation populaire que ce soit sur une autre. Le social est politique et le politique est social.

Pour qualifier ce processus de travail politique, il faut dire et redire, réaffirmer sans cesse, qu'il n'a de sens qu'au service de la construction d'un mouvement populaire indépendant, capable d'incarner la démocratie de mouvement, le changement social dès ici et maintenant, l'accumulation d'émancipations vers la conquête de l'émancipation et de la libération.

C'est bien de faire la gauche qu'il s'agit

C'est pourquoi quand d'aucun-e-s proposent pour fonder une gauche conséquente et nouvelle, de se centrer sur un triple objectif de démocratie, de pluralisme et d'émancipation, nous répondons qu'il faut oser le pari. Et en prendre la mesure. Il faut de grandes révolutions culturelles au sein des gauches qui se sont voulues et se veulent révolutionnaires. En ce sens, le premier pas est d'élargir la proposition «démocratie-pluralisme-émancipation» en *commun-démocratie de base-pluralisme-droit à l'expérimentation-émancipation*. Il y a prééminence de l'auto-organisation et de l'indépendance du mouvement populaire, accumulation de pouvoir populaire, en deux mots. Un projet socialiste, fédéraliste et autogestionnaire, donc et à notre sens, évidemment libertaire, celui où chacun-e peut apporter ses mots pour peu que l'unité profonde en soit progressivement conquise.

Reprenez Staline et Lénine, laissez-nous Rosa Luxembourg et Bakounine

Il y a, dans la situation grecque, l'importance du KKE, le parti communiste et de son front syndical, le PAME. En Grèce, contrairement à la plupart des pays européens, sauf le Portugal, nous avons un courant post-stalinien. Par sa capacité d'organisation et d'action, par son ancrage culturel, le KKE peut tenter de prendre la direction d'une montée des revendications et des luttes populaires, excédant et contestant les limites et les démarches de l'action du gouvernement et de SYRIZA. Dans une situation fragile, une telle intervention peut mener à un développement important, voire décisif, d'un courant de type autoritaire et étatique. Le «radicalisme» du KKE correspond à une conception politico-culturelle qui doit être combattue, fondamentalement. Cela ne signifie pas qu'il n'y a pas de convergences possibles, ponctuelles, dans l'action et la revendication. Mais dans

chaque lutte, tactiquement, stratégiquement, politiquement, du point de vue aussi des significations centrales, la contradiction avec ce stalinisme tardif est première et décisive. De surcroît, il importe de rappeler que la position d'hostilité ouverte du KKE face à SYRIZA ne garantit aucunement que cette formation opère des tournants droitiers et opportunistes.

Provisoires

Ce n'est pas le temps de la révolution ni même de l'événement qui sont aujourd'hui en jeu pour la Grèce, c'est le temps de l'accumulation politique, de la construction de la puissance populaire, indépendante, face à quelque centre de pouvoir que ce soit.

Il faut refuser le sectarisme. Il ne s'agit pas de déborder à gauche le gouvernement pour lui substituer, à marche forcée, un autre gouvernement plus conséquent, plus radical, plus décidé. Il ne s'agit pas non plus d'opposer de manière schématique et appauvrissante une exigence révolutionnaire désincarnée à une action gouvernementale limitée et insuffisamment tranchée. Il y a bien la nécessité incontournable de la construction d'un pôle révolutionnaire, mais celui-ci est d'abord un pôle des luttes, des besoins et des aspirations. Il est en même temps un processus de travail politique qui construit et qui ancre les conceptions, les élaborations, la bataille stratégique et tout autant culturelle.

Il faut au plus vite faire monter un mouvement qui affirme la solidarité avec le peuple grec et ses besoins, et, davantage encore, la communauté de destin avec lui dans la lutte contre un système qui nous exploite, nous domine et nous opprime toutes et tous.

Nous n'avons peut-être pas beaucoup de temps, mais il n'y a pas de saut qualitatif miraculeux, de mutation brusque, d'irruption définitive.

Nous espérons que la Grèce nous donnera, pour référence et pour exemple, des événements extraordinaires, mais nous savons que tout événement doit être projeté pour en tirer toute la richesse dans un processus de travail politique de longue haleine. Ancrer l'événement dans la longue durée de la lutte, enrichir la poussée de notre combat par des événements qui sont autant de créations et donc d'avancées qualitatives, d'innovations, voilà donc le défi à la tête duquel se tient l'hypothèse grecque.